



**SEANCE D'INFORMATION  
A L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DURANT LA  
XVII<sup>ème</sup> CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA**



**(Mexico City, 5 août 2008)**

***Les dirigeants parlementaires face à la pandémie de VIH/sida***

**RESUME DES TRAVAUX**

Il faut dynamiser la réponse politique à la pandémie de VIH/sida, et peu d'acteurs sont aussi bien placés que les parlementaires pour le faire. Le visage de cette pandémie est en train de changer. La victime d'aujourd'hui est de plus en plus souvent noire, pauvre, et c'est le plus souvent une femme. Notre action doit tenir compte de cette réalité. Si la pandémie se féminise, les solutions doivent aussi se féminiser.

Ce sont là quelques-unes des nombreuses conclusions qui sont ressorties de la réunion parlementaire organisée par le Sénat mexicain et l'Union interparlementaire à Mexico le 5 août 2008 à l'occasion de la XVII<sup>ème</sup> Conférence internationale sur le sida (AIDS 2008). Cette réunion a rassemblé plus de 100 parlementaires et administrateurs parlementaires issus de 25 parlements.

Cet événement a donné aux parlementaires rassemblés à Mexico l'occasion de confronter leurs expériences respectives. Ils ont été reçus par le Président du Sénat mexicain, M. Santiago Creel Miranda, et ont participé à des réunions d'information tenues par M. Elhadj As Sy, Directeur des partenariats et des relations extérieures à l'ONUSIDA, et Mme Marleen Temmerman, sénatrice belge et membre du Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida.

**Dénoncer les préjugés, la stigmatisation et la discrimination**

Nous avons besoin de dirigeants politiques forts et éclairés pour que les malades reçoivent un traitement adéquat et que leurs droits soient protégés. Les dirigeants doivent aussi veiller à ce que l'ensemble de la société s'engage dans une action collective pour prévenir les contaminations futures. Tous les parlementaires doivent ainsi montrer la voie à suivre, a déclaré M. Santiago Creel, Président du Sénat, en accueillant les participants au Mexique. Les parlementaires ont le devoir de nourrir la volonté politique si indispensable pour passer de la parole aux actes, a-t-il affirmé.

Les parlementaires doivent briser le silence et montrer comment le VIH/sida se répercute sur les populations et transforme les sociétés. Les parlementaires doivent participer à l'éducation et contribuer à mettre un terme à l'ignorance et à la peur. Ils doivent s'exprimer contre les préjugés, la stigmatisation et la discrimination et faire mieux comprendre la problématique du sida dans les différents groupes sociaux et dans l'ensemble de la société. Les parlementaires doivent se mobiliser et influencer sur la manière dont services publics et gouvernements traitent la pandémie de VIH/sida.

M. E. As Sy, Directeur des partenariats et des relations extérieures à l'ONUSIDA, était du même avis et a insisté sur le fait que l'appui et la participation parlementaires sont plus nécessaires que jamais, alors que l'on évolue vers un accès universel au traitement et la fin de la stigmatisation et de la discrimination. Les initiatives face au VIH/sida doivent s'appuyer sur le respect des droits de l'homme et l'égalité entre hommes et femmes. Même si deux tiers des pays disposent aujourd'hui de lois protégeant les personnes séropositives contre la discrimination, de graves problèmes subsistent pour faire respecter ces lois, et nul ne doit oublier qu'un tiers des pays n'ont pas établi de cadre juridique, a déclaré M. E. As Sy.

Pour parvenir à un accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien, il faut adopter des mesures visant à éliminer les obstacles juridiques, sociaux et culturels – la réprobation et la stigmatisation visant les personnes vivant avec le VIH, l'inégalité entre les femmes et les hommes, la violence envers les femmes, et les lois qui pénalisent et poussent les membres les plus marginalisés de la société à vivre dans la clandestinité. Dans le monde entier, les personnes les plus touchées par le VIH sont celles qui sont le plus négligées dans les initiatives prises contre le virus. L'échec concerne à la fois les malades et les mesures prises au niveau national. Ce type de mesures ne fonctionne pas.

### **Il y a un lien étroit entre le renforcement des systèmes de santé et le fait de rendre l'accès au traitement plus universel**

En moins de vingt ans, 65 millions de personnes ont été infectées par le virus du VIH. Plus de 33 millions de personnes vivent aujourd'hui avec le virus. Pour la seule année 2007, 2,5 millions d'hommes et de femmes ont été infectés, et 2,1 millions de personnes sont mortes des suites du sida.

La sénatrice Marleen Temmerman a indiqué que des progrès importants avaient été réalisés. On dispose à présent de données plus nombreuses et plus fiables sur l'épidémiologie du VIH/sida. Pourtant, des millions de personnes ignorent toujours qu'elles sont séropositives. Les méthodes de prévention existent; elles font intervenir principalement l'abstinence, les changements de comportement et l'utilisation de préservatifs. Cependant, il n'y a pas à ce jour de méthode de prévention que les femmes puissent maîtriser elles-mêmes, ce qui les rend doublement vulnérables. La mortalité baisse quand la thérapie antirétrovirale (ARV) est disponible. Plus de trois millions de personnes sont actuellement sous thérapie antirétrovirale, mais le coût du traitement le rend inaccessible à la grande majorité des malades, qui sont pauvres et vivent dans les pays en développement.

Aujourd'hui, on sait beaucoup mieux quelles mesures prendre. La propagation du VIH est liée à certains groupes restreints dans les pays occidentaux alors qu'existe une évolution nettement hétérosexuelle en Afrique et dans d'autres parties du monde. Il est donc clair qu'il faut adopter des politiques et des programmes d'émancipation des femmes dans les pays en développement. La prévention doit bénéficier d'un regain d'attention et toutes les personnes doivent avoir accès aux préservatifs et aux moyens de contraception. Il faut accélérer l'accès au traitement. Dix millions de personnes attendent en effet d'être traitées.

Il est reconnu qu'il faut établir un lien entre la santé sexuelle et génésique et le VIH, tant au niveau des politiques et des programmes qu'au niveau structurel. Il faut redoubler d'efforts pour combattre les inégalités culturelles, sociétales, religieuses et les inégalités entre hommes et femmes. De même, la recherche et le développement doivent être soutenus davantage. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la mise au point de méthodes contrôlées par les femmes, comme les microbicides et les diaphragmes, et capes cervicales.

L'administration de traitements est indissociable des systèmes de santé. Si l'approche verticale peut fonctionner pendant un certain temps, elle finit par atteindre ses limites face à l'insuffisance des effectifs d'agents de santé et au dysfonctionnement des systèmes de santé, notamment dans les pays qui ont un fort taux d'infection au VIH. L'Afrique a besoin, à elle seule, de bien plus d'un million d'agents de santé. Pour autant, le problème ne doit pas être réduit au choix entre l'aide à la lutte contre le VIH/sida, ou l'aide aux services de santé publique. Il faut associer les deux solutions. Les politiques et les programmes de lutte contre le VIH/sida doivent être intégrés et coordonnés aux programmes de lutte contre d'autres maladies, à la santé sexuelle et génésique, à la santé infantile et maternelle et au renforcement des systèmes de santé mixtes, a conclu la sénatrice Temmerman.

### **Définir des actions parlementaires qui donnent des résultats**

Le Secrétaire général de l'UIP, M. Anders B. Johnsson, a demandé aux parlementaires ayant pris part à la réunion à Mexico de définir une mesure précise que les parlements devraient prendre pour s'attaquer à la pandémie de VIH/sida. Après avoir étudié cette question en petits groupes, les parlementaires ont présenté plusieurs exemples en plénière.

L'un des groupes a relevé que le monde assistait à une féminisation inquiétante de la pandémie. Il faudrait donc donner la priorité à la féminisation des solutions, ce qui implique nécessairement d'intensifier les efforts pour élaborer des diaphragmes et capes cervicales et des moyens de contraception et développer leur accès, et d'adopter une politique de tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles envers les femmes. Les femmes parlementaires doivent être à l'avant-garde de cette initiative et s'associer aux organisations de la société civile pour que des financements publics importants soient mis à disposition afin de protéger les femmes de l'infection au VIH.

Un autre groupe s'est intéressé à la nécessité de financer des programmes d'éducation. Le VIH/sida n'est pas seulement l'affaire des autres, ont dit les membres du Groupe. Il nous concerne aussi. Des efforts devront être faits pour que tous les membres de la société comprennent mieux la maladie et, à cette fin, il fallait mettre en place des programmes d'éducation bénéficiant de financements adéquats. Cette tâche incombe aux parlementaires. Plusieurs groupes ont évoqué l'aspect législatif des activités parlementaires. Un des groupes a proposé que tous les pays qui ont adopté des lois face à la pandémie de VIH/sida les diffusent par l'intermédiaire de l'UIP, et que les pays qui n'avaient pas encore mis en place de telles lois soient invités à mettre en place un calendrier pour légiférer dans ce domaine et qu'ils bénéficient d'une assistance à cette fin.

Les représentants du Forum parlementaire de la SADC ont présenté aux participants la loi type qu'ils s'emploient à promouvoir dans la région de l'Afrique australe. Un autre groupe a recommandé que tous les parlements réexaminent leurs lois existantes pour en éliminer les dispositions à caractère discriminatoire.

Dans les recommandations pour l'action parlementaire, le rôle de contrôle des parlements a également été abordé. Un des groupes a insisté sur le fait que les parlementaires doivent aller sur le terrain pour analyser l'application des lois et des politiques et faire rapport à leur parlement. L'administration publique doit rendre des comptes et les politiques doivent être examinées au Parlement et améliorées, le cas échéant.

Les parlementaires ont salué la décision prise par les Etats-Unis de lever l'interdiction d'entrée aux personnes séropositives et ont encouragé les parlements des autres pays concernés à engager des actions pour éliminer les restrictions en matière de voyage aux personnes vivant avec le VIH/sida, et à s'opposer aux tests de dépistage obligatoires imposés aux immigrés et aux réfugiés. Les pays doivent "juguler le virus, et non pas entraver les personnes vivant avec le virus".

Un des groupes a tiré parti d'une suggestion faite par le Président du Sénat, M. Santiago Creel Miranda, dans son message, qui estimait que les parlements devaient renforcer leurs propres capacités institutionnelles pour faire face à la pandémie de VIH/sida, notamment en créant des commissions spécialisées ou des groupes interpartis pour exercer un contrôle sur les politiques et donner un élan à l'action.

Plusieurs groupes ont insisté sur le fait que les parlements devaient faire un bon usage du Guide parlementaire Agir contre le VIH, réalisé conjointement par l'UIP, le PNUD et l'ONUSIDA. Les parlements doivent organiser des lancements publics et d'autres manifestations semblables de sensibilisation autour du guide, le faire traduire dans leur(s) langue(s) nationale(s), l'utiliser dans les activités quotidiennes des commissions parlementaires et en appliquer les nombreuses recommandations.

Deux des groupes ont proposé que les parlements contribuent davantage à garantir la bonne dépense des fonds publics dans le cadre de la lutte contre la pandémie de VIH/sida. En particulier, le Parlement doit exercer un contrôle sur les comptes publics et sur l'utilisation de l'aide internationale provenant du système des Nations Unies, de la Banque mondiale, des donateurs bilatéraux, des fondations et même des organisations de la société civile. Cependant, il n'est pas rare qu'une grande partie de cette aide financière ne figure pas dans les comptes et que le Parlement ne soit pas en mesure d'en assurer la transparence.

### **Montrer l'exemple**

Plus de 20 000 délégués se sont rendus à Mexico pour assister à AIDS 2008 afin d'échanger leurs points de vue et de confronter leurs expériences, de connaître les dernières découvertes en matière de recherche et les lacunes qui subsistent en termes de connaissances, d'examiner les succès et les insuffisances de la riposte globale au VIH et au sida, et de définir les priorités d'une action future. Cet événement a également réuni un nombre de scientifiques, de responsables publics, de militants et d'organisations non gouvernementales sans précédent, sous le mot d'ordre *Action universelle immédiate !*

Un grand nombre des participants ont fait remarquer que, pour faire aboutir une action universelle, il faudra faire preuve d'une volonté politique bien plus affirmée. Les parlementaires devront mobiliser la classe politique de leur pays et devront montrer l'exemple.

Les participants ont rappelé qu'ils avaient été élus par le peuple et qu'ils restaient en contact étroit avec lui. Peu d'acteurs sont aussi bien placés que les parlementaires pour préconiser des solutions et mobiliser les groupes sociaux en faveur d'une action. Les parlementaires sont des modèles et peuvent déplacer des montagnes. En Tanzanie, un groupe de parlementaires a pris l'initiative de se soumettre à des tests volontaires de dépistage du VIH, suscitant ainsi un mouvement collectif qui a incité quatre millions de Tanzaniens à suivre leur exemple.

L'événement s'est conclu par un appel lancé aux parlementaires du monde entier à se joindre au mouvement en faveur d'une *Action universelle immédiate*. L'UIP a aussi été invitée à renforcer ses activités dans le domaine du VIH/sida et à prendre la tête de la création d'un nouveau volet Responsables politiques de la Conférence internationale sur le sida, quand elle se réunira de nouveau à l'occasion de sa XVIII<sup>ème</sup> session à Vienne en 2010. L'UIP, en collaboration avec les parlements et les organisations parlementaires et politiques, devrait déjà se préparer à revenir en force à Vienne pour faire rapport sur les résultats obtenus.